

# Christiane Gilles

## Syndicaliste



En 1977. JANINE NIEPCE/ROGER-VIOLLET

**S**yndicaliste et féministe, Christiane Gilles est morte, samedi 29 octobre, des suites d'un cancer, dans sa maison de Chécy (Loiret), à l'âge de 86 ans. Au sein de la CGT, elle a été une avocate inlassable de la cause des femmes, avec des succès et des déconvenues.

Fille unique d'un père contrôleur dans les chemins de fer et d'une mère femme de ménage, Christiane Platon naît le 1<sup>er</sup> avril 1930 à Vincennes (Val-de-Marne). Elle poursuit ses études jusqu'à l'obtention de son brevet élémentaire, des difficultés financières l'empêchant d'aller au-delà. A l'âge de 16 ans, elle fait ses premières armes au siège central du Crédit lyonnais à Paris, comme « employée aux titres », un travail qu'elle juge sans intérêt.

C'est à l'occasion de la grande grève des banques de 1947 que Christiane Platon adhère à la CGT. A 21 ans, elle est élue déléguée du personnel et, en alternance, déléguée au comité d'établissement. Devenue secrétaire du syndicat CGT du Crédit lyonnais, elle défend des revendications en faveur des femmes, obtenant ainsi la suppression du travail le samedi matin pendant six mois par an. Avec l'appui du professeur Paul Milliez, qui est à la fin des années 1950 chef du service médical de la banque, elle arrache une augmentation du nombre de jours de garde pour enfants malades, notamment pour la coqueluche, qui fait alors des ravages.

### Une forte personnalité

Animatrice de la commission féminine du Crédit lyonnais, Christiane Platon adhère en 1952 au Parti communiste français, ce qui est pour elle un « prolongement de l'action syndicale ». Membre du bureau de la fédération du PCF de Paris entre 1962 et 1965, ses responsabilités l'amènent à renoncer à ses fonctions de secrétaire du syndicat.

En 1955, elle épouse Philippe Vernoux, dont elle a une fille, Marie-Christine. Une seconde fille, Agnès, naît de son second mariage, en 1965, avec Joël Gilles. En 1965, son service est déménagé à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) et les actions syndicales menées à cette occasion aboutissent à la création d'une crèche dans l'entreprise.

En 1967, Christiane Gilles devient permanente à l'union départementale des Hauts-de-Seine, où elle s'occupe de la main-d'œuvre féminine. Pendant les grèves de Mai 68, elle transforme les réunions pour la Fête

**1<sup>ER</sup> AVRIL 1930** Naissance à Vincennes (Val-de-Marne)  
**1947** Adhère à la CGT  
**1952** Adhère au PCF  
**1974** Dirige « Antoinette », le magazine féminin de la CGT  
**1981** Quitte le bureau confédéral de la CGT  
**29 OCTOBRE 2016** Mort à Chécy (Loiret)

des mères en débats sur les inégalités professionnelles entre hommes et femmes...

Energique, volontaire, passionnée, Christiane Gilles a une forte personnalité. En 1969, Georges Séguy l'a fait entrer au bureau confédéral de la CGT. Elle dirige le secteur féminin confédéral et prend les commandes, en 1974, du magazine féminin de la CGT, *Antoinette*, où elle s'inscrit dans la lignée de sa fondatrice, Madeleine Colin. Christiane Gilles fait souffler un vent nouveau sur la cause des femmes. *Antoinette* est non conformiste et les sujets qu'elle aborde – la contraception, l'avortement, les problèmes du couple, la sexualité, le féminisme – font grincer des dents à la CGT et au PCF... En butte à l'hostilité du parti sur ces questions, Christiane Gilles ne désarme pas.

Elle s'inquiète aussi de la dégradation du climat interne à la suite de la rupture du programme commun entre communistes et socialistes. Déçue par la non mise en œuvre de l'« élargissement de la démocratie », promis par Georges Séguy en 1978, et les désaccords se multipliant, elle quitte le 14 octobre 1981, avec Jean-Louis Moynet, le bureau confédéral de la CGT.

Christiane Gilles entre alors au cabinet d'Yvette Roudy, ministre des droits des femmes, où elle est chargée de l'emploi et de la formation. Elle s'engage à fond dans la loi de 1983 sur l'égalité professionnelle. En décembre 1985, non sans mal, elle réintègre le Crédit lyonnais à la direction de la formation, au premier échelon « cadre ». « *Au Crédit lyonnais, confie-t-elle alors au Monde, je me sens le 1/43000, alors que, à la confédération ou au cabinet ministériel, j'avais le sentiment de pouvoir influencer sur les décisions* ».

En 1988, elle est nommée à la tête du Bureau emploi, formation et égalité professionnelle. Membre du PS de 1988 à 1995, elle n'a jamais quitté la CGT. Sa retraite dans le Loiret ne l'a pas empêchée, jusqu'au bout, de remplir diverses missions pour les droits des femmes. Les combats d'une vie. ■

MICHEL NOBLECOURT